

## La voiture de fonction : quels enjeux pour l'employeur ?

La mise à disposition d'une voiture de fonction est un avantage que l'on retrouve fréquemment au Luxembourg. Dans un contexte de marché de l'emploi dynamique, cette gratification peut permettre aux employeurs d'attirer de nouveaux talents. Cette attribution peut également agir comme un levier de motivation ou comme une alternative à une augmentation salariale. La voiture de fonction est ainsi devenue un élément à part entière du package salarial. La législation et le cadre fiscal encouragent d'ailleurs cette pratique, mais êtes-vous sûre de connaître tous les enjeux de cet avantage en nature ? Et qu'en est-il de la nouvelle norme « WLTP » relative à l'émission du taux de CO<sub>2</sub> ?

### I. Le budget

L'attribution d'une voiture de fonction, ainsi que le budget qui s'y rapporte sont librement déterminés par l'employeur.

Si certaines sociétés proposent cet avantage à l'ensemble de leurs salariés, d'autres ne l'octroient qu'aux salariés ayant une fonction de cadre, dirigeant ou commerciale.

Dans les sociétés disposant d'un parc automobile plus conséquent, une grille d'attribution peut être mise en place afin de déterminer le type de véhicule dont pourra bénéficier le collaborateur. Plusieurs critères peuvent alors être déterminants : la fonction du collaborateur, son ancienneté dans la société, la validation de sa période d'essai ou encore son grade dans la hiérarchie...

Le plus souvent, le salarié dispose donc d'un budget leasing/mobility (ou car allowance) qui devra en principe correspondre au montant du loyer facturé par la société de leasing.

### II. Les types de leasing

**Le Leasing Opérationnel** est un « All-In » : le loueur y inclut le loyer financier mais aussi les assurances, les entretiens, les taxes de circulation, les pneumatiques, les réparations (et véhicule de remplacement), et en option, le carburant. Le conducteur devra respecter certaines contraintes : veiller à ne pas dépasser le kilométrage de son offre, restituer le véhicule en bon état et sans dégât en fin de contrat (sous peine d'application de frais de rupture).

**Le Leasing Financier** comprend uniquement le loyer financier du véhicule, avec en option la taxe de roulage, mais sans autre service. Le kilométrage n'est pas limité. Ce leasing est conclu avec une

option d'achat, c'est-à-dire la possibilité de devenir propriétaire du véhicule en fin de contrat à un prix convenu d'avance (en moyenne 10 % de la valeur de départ).

### III. Le traitement fiscal

Mettre à disposition une voiture de fonction à un salarié pour ses déplacements professionnels et privés constitue un **avantage en nature (AN)** imposable. Ainsi, dès lors que le salarié dispose librement du véhicule et peut l'utiliser à titre personnel, cet avantage devra être fiscalement imposé par le biais d'un avantage en nature sur la fiche de paie. Il en est de même de l'attribution d'une carte essence.

A l'inverse, si le véhicule est uniquement utilisé pour les besoins exclusifs de l'activité professionnelle et que le véhicule reste stationné sur le parking de l'employeur en dehors des heures de travail, aucun avantage n'est à considérer.

Il est à noter que **le trajet domicile-travail est considéré comme un trajet privé** déclenchant l'imposition d'un AN s'il est effectué au moyen d'un véhicule mis à disposition par l'employeur. Ainsi, si le salarié ne peut pas utiliser le véhicule à titre privé mais qu'il est autorisé à rentrer à son domicile avec le véhicule, le salarié devra malgré tout être imposé sur ce véhicule. On parle alors de « véhicule de société ». Cette situation se retrouve fréquemment dans le secteur du bâtiment.

#### L'Administration des Contributions directes a prévu 2 méthodes d'évaluation de l'avantage en nature :

- **Evaluation d'après le prix de revient kilométrique (Frais réels)**

C'est la méthode dite « *du carnet de bord* ». L'employé tient un carnet dans lequel il inscrit tous les trajets à caractère privé, y compris le parcours domicile-lieu de travail. L'employeur détermine quant à lui un coût par kilomètre en fonction du type de véhicule. Le montant de l'AN correspond au kilométrage privé multiplié par le coût kilométrique fixé par l'employeur sur base du décompte mensuel effectué par le salarié.

- Cette méthode est très peu utilisée, car administrativement très contraignante. Mais elle peut se révéler intéressante lorsque le pourcentage d'utilisation du véhicule à titre privé est très faible.

- **Evaluation forfaitaire de l'avantage**

Cette méthode, présentée au départ comme l'exception, est toutefois devenue la règle en pratique compte tenu de sa simplicité.

Le montant de l'AN est calculé sur base de la valeur de la **voiture neuve** (options et TVA comprises, remises déduites) multipliée par un pourcentage variant entre 0,5 et 1,8%. Ce pourcentage est déterminé en fonction du taux d'émission de CO2 et de la motorisation (voir tableau ci-dessous).

Le calcul doit toujours être effectué sur base du prix de la voiture neuve. **Aucun dégrèvement n'est prévu par la loi** en cas de reprise d'un leasing déjà existant.

Catégories d'émissions de CO2	Essence (seule ou hybride) ou gaz naturel ou comprimé (GNC)	Diesel (seule ou hybride)	100% électrique ou à l'hydrogène
0 g/km	-	-	0,50%
> 0-50 g/km	0,80%	1%	-
> 50-110g/km	1%	1,20%	-
> 110-150 g/km	1,30%	1,50%	-
> 150 g/km	1,70%	1,80%	-

*NB : pour les voitures qui font l'objet d'un contrat de leasing non-échu au 1<sup>er</sup> janvier 2017, l'AN est calculé jusqu'à l'échéance normale du contrat au taux invariable de 1,5%.*

## 2020 - Changement du taux de CO2 :





Comme vous le savez très certainement, le ministère de la Mobilité et des Travaux Publics a confirmé l'introduction des nouvelles normes WLTP ("Worldwide Harmonised Light Vehicle Test Procedure") concernant la fiscalité des voitures de société. Cette norme viendra remplacer la norme actuellement en vigueur appelée NEDC. Ces nouvelles normes auront un impact direct sur la **taxe de circulation** et le **calcul de l'avantage en nature**. Qu'en sera-t-il dès lors de votre prochain véhicule de leasing ?

Ces différentes normes d'homologation des véhicules permettent de mesurer la consommation de carburant, l'autonomie électrique ainsi que les rejets de CO<sub>2</sub> et autres polluants. La norme NEDC, conçue dans les années 80 est devenue obsolète étant donné les évolutions en matière de technologie et de conditions de conduite. C'est pourquoi l'Union européenne a développé le nouveau test WLTP. En effet, pour déterminer le taux de rejet de CO<sub>2</sub>, des tests de conduite doivent être effectués. Tandis que l'ancienne norme NEDC déterminait des valeurs de test basées sur un profil de conduite théorique, le cycle WLTP a quant à lui été développé sur la base de données de conduite réelle collectées à travers le monde.

L'année 2020 devrait donc servir d'année charnière afin d'implémenter le changement et préparer au mieux la mise sur le marché progressive de nombreux nouveaux modèles, tout en anticipant l'arrivée massive de motorisations alternatives en 2021.

Si l'avantage en nature des véhicules de société continuera à être déterminé en fonction de la motorisation et du taux d'émission de CO<sub>2</sub>, un même véhicule subira un traitement fiscal différent en fonction de sa date d'immatriculation ! Dès lors, il est primordial de distinguer les différents cas suivants :

- Les contrats **existants ou signés jusqu'au 31 décembre 2019** avec une mise en circulation du véhicule durant l'année 2020 resteront taxés sur base des valeurs NEDC tout au long du contrat de leasing.
- Pour les voitures commandées et immatriculées en 2020, **l'avantage en nature (AN) sera calculé en 2020 avec les valeurs NEDC et à partir de 2021 avec les valeurs WLTP.**
  - ⇒ Cela aura donc un impact sur les fiches de paie de vos salariés puisque l'AN changera en 2021 pour un même véhicule. Dès 2020, les garages et sociétés de leasing vont vous communiquer le taux de CO<sub>2</sub> selon les 2 normes. Il conviendra donc d'être vigilant !
- Pour tous les véhicules immatriculés à partir du 1er janvier 2021, l'AN sera calculé sur base des valeurs WLTP.

2019	2020	2021	2022
			
AN calculé selon valeurs <b>NEDC</b> pour les contrats signés en 2019 et une immatriculation du véhicule en 2020. Les valeurs <b>NEDC</b> continueront à être appliquées pour le calcul de l'AN <b>jusqu'à la fin du contrat de</b>			
	 <div>AN calculé pour 2020 selon valeurs <b>NEDC</b></div>	AN calculé à partir de l'année 2021 selon valeurs <b>WLTP</b>	
			AN calculé selon valeurs <b>WLTP</b> pour véhicules de leasing immatriculés à partir de 2021



= 1ère mise en circulation du véhicule



= signature du contrat de leasing

**L'impact majeur de ce changement de norme porte sur le taux d'émission de CO<sub>2</sub> des nouveaux véhicules, qui sera généralement plus élevé, entraînant de ce fait un avantage en nature plus conséquent.** L'augmentation moyenne du taux de CO<sub>2</sub> sera comprise entre 7 et 10%.

Pour avoir une idée précise de l'impact financier, il conviendra pour chaque salarié étant sur le point de commander un véhicule en leasing, de demander au garage ou au loueur le grammage WLTP. A savoir que ce chiffre reste une indication et que seul le taux de CO<sub>2</sub> indiqué sur le certificat de conformité fera foi au niveau du calcul de l'avantage en nature.

#### IV. La participation du collaborateur

Si le salarié veut choisir une voiture dont le budget dépasse celui accordé par l'employeur, ce dernier peut l'autoriser à commander la voiture de son choix moyennant une participation au coût pour la différence. Deux types de participation de la part du salarié peuvent être distingués.

- **Participation « unique » du salarié**

La participation unique du salarié lors de la commande du véhicule n'affecte **pas en soi l'évaluation de l'AN**. Par contre, cette participation se répercute **par la voie de l'amortissement**.

##### Exemple :

- Participation du salarié : 3.480 €
- AN mensuel : 435 €
- Amortissement de la participation du salarié étalé sur 8 mois ( $3.480 \text{ €} / 435 \text{ €} = 8$ )
- Pendant les 8 premiers mois d'utilisation du véhicule (de janvier 2020 à août 2020), aucun avantage en nature n'est considéré sur la fiche de paie.
- A partir de septembre 2020, l'avantage en nature de 435 € est soumis à une retenue d'impôt sur les salaires.

Cet amortissement est **limité à 20%** du coût effectivement supporté par l'employeur.

L'Administration des Contributions directes (ACD) considère en effet qu'une participation supérieure à 20 % est motivée par des considérations d'ordre personnel (par exemple, volonté d'avoir un véhicule plus haut de gamme) et n'est donc pas déductible.

- **Participation forfaitaire mensuelle du salarié**

Le salarié peut également participer mensuellement au coût de son leasing. Le montant de sa participation est alors déduite chaque mois de sa rémunération nette.

Cette contribution personnelle impactera l'évaluation de l'avantage en nature. En effet, le montant de la participation viendra réduire la valeur de l'AN. Comme dans le cas précédent, cette diminution est plafonnée à 20 % du coût à charge de l'employeur.

#### Exemple :

- Prix d'achat du véhicule diesel 135g/km CO2 à l'état neuf : 41.000 €
- Coût du leasing mensuel: 650 €
- Budget mensuel alloué au salarié: 500 €

#### Calcul de l'AN:

- AN théorique =>  $41.000 \text{ €} \times 1.5\% = 615 \text{ €}$
- Participation mensuelle du salarié =>  $650 \text{ €} - 500 \text{ €} \rightarrow 150 \text{ €}$
- Participation à déduire du montant d'AN mensuel (dans la limite de 20% du coût employeur): =>  $500 \text{ €} \times 20\% = 100 \text{ €}$
- AN à considérer =>  $615 \text{ €} - 100 \text{ €} = 515 \text{ €}$

### V. Le rachat de la voiture de fonction

Le véhicule de fonction peut faire l'objet d'un rachat à une valeur déterminée lors de la souscription du contrat. La pratique montre que cette valeur, appelée valeur résiduelle, est souvent fixée à 10% (ou 20%) du prix d'achat du véhicule neuf, ce qui est le plus souvent inférieur à la valeur de marché du véhicule à la fin du contrat de leasing.

**Dès lors que le salarié rachète la voiture de fonction à un prix inférieur à celui du marché, cela constitue un avantage en nature imposable dans le chef du salarié.**

Cet avantage correspond à la **différence entre la valeur de marché du véhicule et le prix payé par le salarié pour acquérir le véhicule**. Cet avantage devra être fiscalement imposé au moment du rachat du véhicule en tant que rémunération non périodique, sur la fiche de paie.

Afin de déterminer la base imposable de l'avantage lié au rachat du véhicule, une circulaire de l'administration fiscale est venue préciser les valeurs de marché moyennes en fonction de l'âge du véhicule, ainsi qu'une méthode de calcul tout à fait spécifique.

### VI. La Car Policy et l'impact de la voiture de fonction sur le contrat de travail

Comme vous l'avez compris, le véhicule de fonction est désormais un élément à part entière de la rémunération du salarié. Il est donc primordial de fixer clairement dans le contrat de travail l'attribution de cet avantage.

Il est important de noter également qu'en cas de rupture du contrat, et même en cas de dispense de travail, le collaborateur devra bénéficier de l'usage de sa voiture de fonction jusqu'à la fin de son préavis puisque le véhicule fait partie intégrante de son package salarial. A défaut de pouvoir lui garantir cette utilisation, une indemnité pécuniaire équivalente devra lui être versée. De même, la mise à disposition de la voiture de fonction doit être prise en compte pour le calcul de l'indemnité de départ en cas de licenciement.



Au-delà du contrat de travail, il est indispensable de mettre en place une **Car Policy** dans votre entreprise. En effet, celle-ci permettra de régler les modalités d'attribution et d'utilisation du véhicule. Il convient tout particulièrement d'être précis sur ce qu'il advient du véhicule en cas de démission ou de licenciement, ce qui fait souvent figure d'oubli. Il faudra aussi penser à définir qui prend en charge les franchises, les contraventions ou les dépassements kilométriques par exemple. Securex peut vous aider à rédiger votre Car policy, à la mettre en conformité avec la loi ou à la rendre attractive pour vos salariés.

### Conclusion :

La voiture de fonction et les enjeux qui l'entourent nécessitent aujourd'hui une réelle gestion de la part de l'employeur. Ainsi, gérer une flotte de véhicule, surtout lorsque vous utilisez les services de différentes sociétés de leasing, peut vite devenir consommateur de temps et complexifier votre administration. En effet, un flux d'informations, notamment financiers seront portés à votre connaissance et exigeront de votre part un suivi quotidien. A défaut de maîtriser le processus dans son intégralité, de la mise à disposition à la restitution des véhicules, les coûts risquent de s'envoler. Il est cependant possible aujourd'hui d'**externaliser la gestion de votre flotte** auprès de Securex qui s'occupera de sa gestion administrative et financière, ou même prendra totalement en charge la fonction de **Fleet Manager**. Ainsi, vous libérez votre temps pour vous concentrer sur le développement de vos activités et optimiser le plaisir de vos collaborateurs à profiter de leur véhicule de société. N'hésitez pas à nous contacter pour voir ensemble comment nous pouvons vous aider.

*Les informations publiées dans le présent article ne sont valables qu'à la date de publication du présent article. La législation sociale évoluant fréquemment, merci de nous contacter pour toute question ou utilisation sur base de cet article ou d'un article publié précédemment.*

*En application de l'article 2, §2 de la loi du 10 août 1991, le Service Juridique de SECUREX Luxembourg S.A. n'étant pas autorisé à exercer la profession d'avocat, limitera toujours ses interventions à la diffusion de renseignements et informations à caractère documentaire.*

*Les documentations et informations ainsi délivrées dans le cadre de l'abonnement juridique ont toujours un caractère d'exemple-type ou de synthèse, de valeur indicative, et sans prétention d'exhaustivité. Le destinataire est seul responsable de l'usage et des interprétations qu'il fait des informations ou documentations visées dans le présent article, des conseils ou actes qu'il en déduit et des résultats qu'il en tire.*